

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo, France & Union Française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.100 fr.	650 fr.
Avion	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	800 fr.
Avion	3.500 fr.	2.100 fr.

Prix du numéro	An comptant à l'imprimerie	60 fr.
	Par porteur ou par la poste	
	Togo-France & Union Française	75 fr.
	Etranger: Port en sus	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée: moitié prix; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1957

22 mars — Décret n° 57-359 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo. (Arrêté de promulgation n° 28-57/C. du 25 mars 1957). 1

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 28-57/C. du 25 mars 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-359 du 22 mars 1957.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE FRANCE D'OUTRE-MER
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
HAUT-COMMISSAIRE P. I. DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 57-359 du 22 mars 1957 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 25 mars 1957.
J. RIGAL.

X/DECRET N° 57-359 du 22 mars 1957 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo.

Le président du conseil des ministres,

Vu la loi du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, et notamment son article 38;

Vu les vœux de l'assemblée législative togolaise en date du 28 décembre 1956 et du 13 février 1957;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 5, 7, 13, 15, 17, 22, 26, 27, 29, 30 et 34 du décret susvisé du 24 août

1956 portant statut du Togo sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 5. — La gestion des affaires propres à la République autonome du Togo est assurée dans les conditions ci-après par une assemblée législative et un gouvernement togolais ».

« Art. 7. — Le premier ministre, en conseil des ministres, et les membres de l'assemblée ont l'initiative des lois togolaises ».

« Art. 13. — L'assemblée législative peut être dissoute par décret du premier ministre pris en conseil des ministres. Une loi togolaise déterminera les conditions d'exercice du droit de dissolution ».

« Art. 15. — Après consultation des membres de l'assemblée législative togolaise, le haut commissaire désigne le premier ministre qui reçoit l'investiture de l'assemblée législative togolaise par un vote à la majorité simple. Le premier ministre nomme les ministres qui composent avec lui le cabinet. Il peut mettre fin à leurs fonctions ».

« Art. 17. — La qualité de premier ministre ou de ministre est incompatible avec les fonctions de :

« Président de l'assemblée législative togolaise, ou membre du bureau, ou des commissions de celle-ci ;

« Membre du Gouvernement de la République française ».

« Art. 22. — Dans la limite des crédits budgétaires, le premier ministre, en conseil de cabinet, exerce le pouvoir réglementaire, organise les services publics de la République autonome et définit la compétence et l'orientation générale de chacun d'eux ».

« Les actes du premier ministre prévus au présent article sont contresignés par le ou les ministres intéressés et publiés au *Journal officiel* du Togo. Ces règlements peuvent être assortis de sanctions pénales n'excédant pas quinze jours d'emprisonnement et 36.000 F d'amende, ou l'une de ces deux peines seulement.

« Les actes du premier ministre prévus au présent article et qui ont pour objet de définir l'orientation générale de l'activité du Gouvernement togolais, ou d'édicter des dispositions générales en matière d'ordre public, ceux qui sont assortis de sanctions pénales, les projets de loi et le projet de budget sont délibérés en conseil des ministres.

« Les décrets réglementaires d'application des lois togolaises sont pris en conseil des ministres, les décrets individuels en conseil de cabinet.

« Indépendamment des recours contentieux de droit commun, les règlements visés au présent article peuvent être l'objet, dans un délai de dix jours à compter de leur publication, d'un recours du haut commissaire devant le conseil d'Etat au contentieux. Ce recours n'est pas suspensif ».

« Art. 26. — Relèvent limitativement des organes centraux de la République française la législation et la réglementation relatives :

« Aux affaires extérieures et à la défense ;

« Au statut des personnes et des biens concernant les citoyens français ;

« Au code pénal, au code d'instruction criminelle, au code de commerce et au contentieux administratif ;

« A l'organisation de la justice de droit français et à l'organisation des juridictions administratives, sous cette réserve que le commissaire du Gouvernement du conseil de contentieux administratif sera, pour les affaires togolaises, désigné par le premier ministre ;

« Au régime des libertés publiques ;

« Au régime monétaire et des changes, aux aides financières éventuelles, au commerce extérieur et à la réglementation générale en matière douanière ;

« Aux programmes et examens de l'instruction publique du second degré et de l'enseignement supérieur ;

« Au code du travail proprement dit et au régime des substances minérales, les règlements d'application en ces matières relevant toutefois du conseil des ministres du Togo ou de l'assemblée législative togolaise suivant les règles de compétence fixées par celle-ci ;

« Aux services publics énumérés aux articles 27 et 29 du présent statut. »

« Art. 27. — Sont au Togo fonctionnaires ou services de la République française, et, à ce titre, à la charge du budget français :

« Le haut commissariat de la République française, les services du haut commissaire adjoint, le cabinet du haut commissaire et les fonctionnaires de coordination ;

« Le service de la justice de droit français, de la justice pénale, de la police et de l'identité judiciaire, sous réserve des dispositions de l'article 28 bis ;

« Les tribunaux administratifs, sous réserve de l'application en ce qui concerne le commissaire du Gouvernement de l'article 26 ci-dessus ;

« Les services chargés de la défense, de la sécurité extérieure et de la police des frontières ;

« L'inspection du travail et des lois sociales limitée à son rôle de conseil ;

« Les stations du réseau général des radio-télécommunications et de la radiodiffusion ainsi que des câbles sous-marins ; ces stations étant à créer avec l'accord du Gouvernement togolais ;

« Le service de l'infrastructure aéronautique et celui de l'aéronautique civile, en ce qui concerne les aérodrômes des classes A et B ;

« Le service du contrôle douanier ;

« Le service du Trésor du Togo est assuré par le service du Trésor de la République française, les dépenses de ce service étant à la charge du budget français, sous réserve d'un reversement du budget du Togo égal au quart du coût réel de fonctionnement dudit service ;

« Les immeubles nécessaires au fonctionnement des services publics seront répartis entre l'Etat français, la République autonome du Togo et les collectivités

locales selon les budgets auxquels incombera leur entretien du fait de l'application du présent statut. »

« Art. 29. — Le haut commissaire, nommé par décret pris en conseil des ministres, est délégué permanent de la République française. Il reçoit les directives à observer dans sa fonction par l'intermédiaire du ministre de la France d'outre-mer. »

« Il est assisté d'un haut commissaire adjoint qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement et auquel il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs. Il dispose en outre des services d'un cabinet et de conseillers techniques. »

« Art. 30. — Le haut commissaire veille à la bonne administration de la justice et au maintien de l'ordre public. Il est responsable de la sûreté extérieure et de la défense de la République autonome du Togo dans le cadre des lois et décrets en vigueur. Les éléments des armées de terre, de mer et de l'air et les forces chargées de la sécurité frontalière et la gendarmerie relèvent de son autorité. »

« Art. 34. — Les attributions des fonctionnaires de coordination générale sont définies par arrêté conjoint du haut commissaire et du premier ministre et exercées conformément aux instructions conjointes de ces deux autorités. »

Art. 2. — Il est inséré après l'article 28 un article 28 bis ainsi conçu :

Art. 28 bis. — Dans les affaires qui relèvent de la compétence du Gouvernement togolais, le procureur de la République sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le premier ministre, de faire, conformément aux instructions qu'il en recevra, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux.

« Le premier ministre pourra faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. »

Art. 3. — Le libellé du titre III du décret susvisé est modifié comme suit : « du Gouvernement togolais ».

Art. 4. — Les articles 32, 33 et 41 du décret susvisé sont abrogés.

Art. 5. — Les articles 28 bis et suivants du décret susvisé ainsi modifié en deviennent les articles 29 et suivants conformément au tableau ci-après :

	Numéro ancien		Numéro nouveau
Article	28 bis.		29
—	29		30
—	30		31
—	31		32
—	34		33
—	35		34
—	36		35
—	37		36
—	38		37
—	39		38
—	40		39
—	42		40
—	43		41
—	44		42
—	45		43

Art. 6. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République Française* et au *Journal officiel du Togo*.

Fait à Paris, le 22 mars 1957.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :
Le ministre de la France d'outre-mer;

GASTON DEFFERRE.

Le ministre d'Etat;

Jacques CHABAN-DELMAS.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
chargé de la justice,
François MITTERRAND.

Le ministre des affaires étrangères,
Christian PINEAU.

Le ministre de la défense nationale et des forces
armées,
Maurice BOURGES-MAUNOURY.

Le ministre des affaires économiques et financières;
PAUL RAMADIER

Le ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale;
de la jeunesse et des sports,
René BILLÈRE.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
Félix HOUPROUET-BOIGNY.